

Ukraine-Russie : une guerre de 20 ans

Olivier Sueur | 16 décembre 2022



La guerre en Ukraine vient de connaître une séquence importante, initiée par les deux contre-offensives ukrainiennes déclenchées au sud du front le 29 août et au nord le 6 septembre, et achevée symboliquement par la victorieuse reprise de Kherson le 11 novembre et la présentation par le président Zelensky d'un plan de paix en [dix points](#) au G20 lors du [sommet de Bali](#) des 15 et 16 novembre 2022. En parallèle de la progression ukrainienne sur le terrain, l'enjeu de la paix a fait l'objet d'un traitement médiatique intense, d'abord à l'occasion des élections américaines de mi-mandat du 8 novembre, ensuite dans le cadre de la préparation du sommet du G20, enfin lors de déclarations successives du chef d'état-major américain, le général Mark Milley, les 9 et 16 novembre.

Au-delà de l'emballement circonstanciel, cette séquence nourrit le débat sur la durée anticipée de ce conflit, enjeu clé compte tenu de son impact sur la société et l'économie, au premier chef à travers la problématique énergétique. Entre espoir de cessez-le-feu rapide et guerre d'usure s'inscrivant dans le long-terme, cet article vise à répondre à l'interrogation sur la perspective de fin de cette guerre : la mauvaise nouvelle, c'est que le conflit russo-ukrainien durera vingt ans. La « bonne » nouvelle, c'est qu'il a commencé en 2013 : nous en sommes à la moitié. Nous reviendrons sur la montée des tensions russo-ukrainiennes depuis 2004 et comment elle débouche sur la guerre de 2014, avant de présenter en quoi l'offensive de février 2022 inscrit le conflit dans la longue durée même si le traitement de l'information naturellement favorable à la paix tend biaiser la réflexion sur ce point.

Le déclenchement de la guerre début 2014 est le fruit d'une tension russo-ukrainienne à l'œuvre depuis 2004

La tension entre ancrage européen et inscription dans l'espace post-soviétique se fait jour en Ukraine dès 2004 lors de la succession du premier président, Léonid Koutchma. Alors qu'un Vladimir Poutine à l'époque inconnu a été élu président de la Russie en mai 2000, les élections ukrainiennes sont marquées par l'empoisonnement à la dioxine de Viktor Iouchtchenko et une fraude électorale visant à mettre son opposant pro-russe, Viktor Ianoukovytch, en tête : la révolution orange de novembre 2004 et

l'organisation d'un nouveau second tour en décembre conduisent finalement à la victoire du premier. Néanmoins, rien n'est perdu pour la Russie qui reprend la main cinq ans plus tard avec l'élection du même Ianoukovytch à la présidence de l'Ukraine, lequel signe dès le 21 avril 2010 les accords de Kharkov qui prolongent de 25 ans le bail de la Flotte russe de la mer Noire basée à Sébastopol tandis que les prix du gaz russe diminuent de 30%. Toutefois, fin novembre 2013, le président Ianoukovytch refuse de signer l'accord d'association prévu avec l'Union européenne au profit d'un accord avec la Russie. Cette décision cristallise les tensions antérieures et déclenche le mouvement de l'Euromaïdan qui aboutit à la fuite du président en février 2014 au prix d'environ 120 morts.

Conséquence immédiate : la Russie intervient militairement en Crimée le 28 février 2014 et annexe cette région le 16 mars, puis accompagne la proclamation des « républiques populaires » de Donetsk et de Lougansk en avril et mai, et enfin négocie un cessez-le-feu dans le cadre des [accords de Minsk](#), lesquels entrent en vigueur en février 2015. À l'époque conseiller diplomatique au sein de la Représentation permanente de la France auprès de l'OTAN, je me souviens de la perplexité à l'égard du choix militaire fait par les dirigeants russes qui avaient jusqu'alors utilisé des moyens dits « hybrides » pour déstabiliser l'Ukraine, notamment en jouant avec succès sur les tensions entre ukrainophones et russophones. De fait, avec plus de 14 000 morts concentrés sur 2014 et 2015, c'est désormais la guerre et donc la sortie de l'ambiguïté de la part de la Russie avec pour conséquence d'obliger chaque Ukrainien à choisir son camp. Or, si la défense de sa langue est une chose, l'attachement à son pays en est une autre.

Par la suite, de fin 2015 à février 2022, les accrochages sporadiques, émaillés d'incidents plus visibles comme la [capture](#) fin 2018 de trois navires ukrainiens par la Russie dans le détroit de Kertch, réduisent la médiatisation du conflit. Cela ne signifie pas qu'il ne se passe rien : la régularité des morts et des blessés sur la ligne de contact au Donbass renforce le sentiment national ukrainien tandis que l'armée ukrainienne se réorganise avec [l'appui de l'OTAN](#) et renforce ses positions sur le terrain. Tâchons de faire toucher du doigt le ressentiment ukrainien : en janvier 2022, la Russie occupe 7 % du territoire ukrainien. C'est comme si l'ensemble de la région Hauts-de-France et la moitié de l'Île-de-France étaient occupées par une puissance étrangère depuis sept ans. C'est trois fois la superficie de l'Alsace-Moselle de 1871.

L'enclenchement d'une deuxième phase de la guerre en février 2022 inscrit le conflit dans une longue durée

L'attaque russe du 24 février 2022 constitue une escalade au regard de la situation décrite supra : elle vise à renverser le président Zelensky et son gouvernement et à ramener l'Ukraine dans la sphère d'influence russe, ainsi que l'a résumé le [chef d'état-major américain, le général Milley](#), le 16 novembre. Cette détermination montre le caractère existentiel de l'enjeu pour la Russie : son positionnement dans les équilibres mondiaux est lié au contrôle de l'Ukraine et à l'accès à la mer Noire, et leur perte la relèguerait définitivement au statut de puissance régionale. Pour l'Ukraine, pays de 43 millions d'habitants avant la guerre, l'enjeu fondamental est l'exercice du droit de son peuple à disposer de lui-même, conformément à la [charte des Nations Unies](#), et donc de son indépendance politique, sa place en Europe et son intégrité territoriale.

À ce stade du conflit, c'est la logique de guerre qui est à l'œuvre, chaque belligérant estimant une « victoire » à sa portée, en fonction de la définition qu'il en donne. D'un côté, les Ukrainiens, agressés, sont parvenus à absorber le choc initial et, forts de l'appui occidental, s'emploient à reconquérir les territoires perdus. La dynamique patriotique, qui transcende d'ailleurs le clivage linguistique entre ukrainophones et russophones, renforce la mobilisation totale du pays et se traduit militairement sur le terrain. De l'autre, la Russie, même si elle a échoué à atteindre ses objectifs initiaux, dispose d'un gage territorial considérable ([de l'ordre de 20% du territoire ukrainien](#)) qui permet la continuité terrestre avec la Crimée. En l'absence d'épuisement des deux belligérants, il n'y a aucune raison pour que le conflit s'arrête à brève échéance.

Certes, des goulets d'étranglement très concrets pèsent sur la poursuite du conflit : d'un côté la dépendance ukrainienne aux pays occidentaux en matériel et plus encore en munitions est confrontée à la faiblesse des stocks européens et à la nécessité de préserver les stocks américains pour la priorité qu'est le Pacifique ; de l'autre, la capacité russe à renouveler les effectifs engagés s'avère faible à court terme, la mobilisation partielle de 300 000 réservistes annoncée par le président V. Poutine le 21 septembre 2022 ayant surtout eu pour conséquence de changer la perception du conflit dans l'opinion publique russe, de l'« opération militaire spéciale » initiale réservée aux militaires professionnels à une guerre impliquant le pays et sa population. Toutefois, si ces éléments viennent ralentir le déroulement des opérations à court terme, la remontée en puissance des chaînes de production en armement et munitions à horizon de deux à trois ans côté occidental ainsi que la reconstitution des effectifs côté russe laissent présager un conflit de longue haleine.

Enfin, à titre de comparaison avec d'autres conflits, force est de constater une forme d'alignement sur une durée d'une dizaine d'années une fois engagés : Irak de 2003 à 2011, Mali de 2013 à 2022, Syrie de 2011 à 2020 (conflit larvé depuis). La guerre en

Afghanistan dure vingt ans, de 2001 à 2021, avec néanmoins une [rupture stratégique marquée en 2009](#) suite à l'élection de B. Obama à la présidence des États-Unis. Dans une variante du [concept managérial de la courbe du changement](#), le déroulement de ces conflits est sensiblement le même : 1/ choc initial, 2/ acceptation de son impact par la modification du quotidien, 3/ affrontement motivé par la peur, la tristesse et la colère, 4/ épuisement d'un ou de tous les belligérants, 5/ lassitude permettant les concessions nécessaires à la paix. Ce processus demande du temps, en l'occurrence une dizaine d'années, alors que le conflit en Ukraine se situe à ce stade dans l'affrontement du triptyque colère-tristesse-peur alimenté avec régularité par la Russie (crimes et exactions à l'égard des populations, violation des conventions de Genève sur les prisonniers de guerre, bombardement des installations civiles d'électricité et de chauffage).

Le traitement de l'information relative à la paix en Ukraine ne doit pas obérer la réflexion de long-terme sur la durée du conflit

Bien que le conflit s'inscrive dans le temps long d'une dizaine d'années à venir, la recherche de la paix est non seulement naturelle, mais aussi souhaitable, et de nombreuses initiatives sont – et vont – être prises à cet égard. Toutefois, depuis fin octobre 2022 monte un bruit de fond médiatique selon lequel les États-Unis inciteraient l'Ukraine à une paix rapide. Il convient de faire la part des choses dans le traitement de l'information entre d'un côté le désir de paix auquel les Européens sont logiquement plus sensibles, car ils subissent au premier chef les conséquences du conflit, et de l'autre l'analyse réaliste et circonstanciée des messages en provenance de Washington. Distinguons trois sujets : les élections américaines de mi-mandat, la préparation du G20 et les déclarations du général Milley.

Les élections américaines de mi-mandat du 8 novembre 2022 ont généré des spéculations assez catastrophistes sur une remise en cause du soutien américain à l'Ukraine en cas de victoire républicaine. Certes, le chef de la minorité républicaine à la Chambre, Kevin McCarthy, a déclaré le 18 octobre qu'il n'y aurait plus de « chèque en blanc » à l'Ukraine (déclaration intervenant après l'[adoption bipartisane](#) de 62 milliards dollars d'aide depuis février). Côté démocrate, trente élus ont écrit le 24 octobre au président Biden souhaiter l'engagement de négociations de paix directement avec la Russie. Or, la campagne électorale a été comme toujours dominée par les enjeux domestiques (plein emploi, coût de la vie, avortement, immigration, contestation des élections) et l'aide à l'Ukraine a été absente du débat. Les [résultats](#) montrent d'ailleurs que plus des 4/5^{èmes} des représentants et sénateurs continueront à soutenir la politique menée dans ce conflit. L'historien Timothy Snyder [résume](#) bien l'opinion de l'*establishment* américain en ce sens : la résistance ukrainienne à l'agression de la Russie fait plus pour la sécurité des États-Unis que n'importe quelle autre initiative en ce sens.

Dans le cadre de la préparation du sommet du G20 à Bali des 15-16 novembre 2022, l'insistance de la partie américaine auprès du président Zelensky à se déclarer favorable à des négociations de paix a été interprétée comme un [objectif politique des États-Unis](#). La réalité est plus prosaïque : la diplomatie américaine a considéré que, au vu de la situation sur le terrain, la Russie avait intérêt à favoriser un règlement de paix afin de sécuriser ses gains. Se présenter devant le G20 avec une Russie proposant d'engager des négociations et une Ukraine refusant toute ouverture tant que le président Poutine sera au pouvoir constituait un risque tant pour l'Ukraine que pour ses soutiens. La posture peu coopérative du président Zelensky a dans un premier temps irrité Washington qui voyait là un simple enjeu de positionnement diplomatique puisque chacun sait les demandes russes inacceptables. Toutefois, V. Zelensky a fini par se prêter au jeu en présentant un plan de paix en dix points sans faire du départ de V. Poutine un [préalable](#) : retrait russe, intégrité territoriale ukrainienne, jugement des criminels de guerre... Proposition bien entendu rejetée par la Russie qui cherche la reconnaissance de ses gains territoriaux.

Enfin, le chef d'état-major des armées américain, le général Mark Milley est intervenu deux fois, les 9 et 16 novembre, et ses propos du 9 ont été présentés comme un appel à la négociation, ce qui est inexact. Le 9, il [intervient](#) devant *The Economic Club of New York*, donc des néophytes, pour parler des enjeux du monde de manière très pédagogique. Discourant sur la paix et la guerre, il dresse un parallèle entre le conflit en Ukraine et la Première Guerre mondiale : prenant acte de l'impasse militaire à l'hiver 1914-1915, les belligérants auraient mieux fait de négocier l'arrêt des combats et un retour sur les positions de départ. Prévoyant un ralentissement des opérations en Ukraine pendant l'hiver, il estime que c'est un bon moment pour que la politique prenne le pas sur le militaire. Évidemment tout historien de la période tiquera à ces raccourcis, et le général Milley en est à mon sens parfaitement conscient, mais il fait avec son public. Le 16, lors de la conférence de presse du Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine avec le secrétaire à la Défense Austin, le général Milley [reformule](#) son propos : à court terme, la solution au conflit n'est pas militaire, mais politique à condition de négocier en position de force.

In fine, l'antagonisme entre l'Ukraine et la Russie s'inscrit dans la durée : l'agression russe de février 2022 n'est qu'une nouvelle phase d'un conflit militairement engagé en 2014 et aux sources plus anciennes. La dynamique à l'œuvre fin 2022 est celle de

